



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale  
de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement

Service Risques  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX

Affaire suivie par :

Xavier BUSCOT

Tél : 03 20 13 65 97

Fax : 03 20 40 54 68

xavier.buscot@developpement-durable.gouv.fr

Lille, le 14 AOUT 2013

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS  
CLASSEES POUR PASSAGE  
AU CODERST**

H:\Commun2\_Environnement\1\_Etablissements\Equipe\_G1\GDF\_SUEZ\_Thermique\_France\_dk6\_070.01279\2013\RSDE\13204\_GD  
F\_suez\_thermique\_france\_dunkerque\_RAPCO\_070.01279.odt

Référence : Rejet de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)  
Réf Équipe : G1  
N° S3IC : 070.1279  
Type d'établissement : Autorisation , Prioritaire, IED

**OBJET** : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Arrêté préfectoral complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances  
dangereuses (RSDE) de la centrale DK6 dans le milieu aquatique

**Raison sociale de l'établissement:** GDF SUEZ Thermique France - Centrale DK6

**Adresse du siège social** : 361 avenue du Président Wilson  
93210 SAINT DENIS LA PLAINE

**Nom de l'établissement** : DK6

**Adresse de l'établissement** : Port 2871 - 2871 Route du Fossé Défensif  
BP 59003  
59951 DUNKERQUE

**Activité principale** : Centrale de production électrique

**Adresse mail** : leonce.residant@gdfsuez.com

Sommaire

- I. Introduction
- II. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
- III. Surveillance (phase pérenne) des rejets de substances dangereuses
- IV. Avis de l'inspection des installations classées
- V. Suites administratives

Annexes

- 1. Tableau de synthèse des résultats des campagnes initiales de recherche des substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement
- 2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Copies : Préfet, Service Risques DREAL, UT DREAL, Chrono

## **I. - INTRODUCTION**

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (3RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

## **II. - MISE EN OEUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009**

### **II.1. Établissements concernés :**

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée, visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

### **II.2. Rejets concernés :**

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviat de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

### **II.3. Étapes de réalisation :**

L'action se déclinera de la manière suivante pour les installations concernées :

→ **Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue un fine le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE.

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire. Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport** d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement** et fourniture d'un **programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission** par l'exploitant **d'un deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer de quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment à une amélioration de la qualité des rejets.

### **III. - SURVEILLANCE (PHASE INITIALE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2011 a imposé à l'établissement, en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis le 11 avril 2013 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement son rapport de surveillance initiale.

Ce rapport comprend:

- un tableau récapitulatif des mesures ;
- l'ensemble des rapports d'analyses ;

- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site internet dédié de l'Ineris (*rsde.ineris.fr*) ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée ;
- les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation.

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 3 catégories :

1- Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : **substances à abandonner** ;

2- Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : **substances à surveiller** ;

3- Parmi ces substances à surveiller, celles pour lesquelles les quantités rejetées ne sont pas suffisamment faibles pour dispenser l'exploitant d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions : **substances devant faire en plus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions**.

#### **IV. - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

La proposition de l'exploitant de ne pas maintenir de substance en surveillance pérenne n'a pas été retenue par l'inspection des installations classées.

Au regard des résultats d'analyses, les substances « Cuivre et ses composés » et « Zinc et ses composés » du fait des dépassements du critère de prise en compte du milieu naturel 10xNQE pour une ou plusieurs analyses, en tenant compte de l'incertitude, doivent être maintenues en surveillance pérenne.

Un tableau récapitulatif des concentrations et flux mesurés se trouve en annexe 1.

Il convient donc d'imposer à l'exploitant un arrêté préfectoral complémentaire (projet joint en annexe 2) reprenant l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour réaliser la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par courrier du 22 mai 2013, et a répondu par courriel du 13 juin 2013 qu'il n'avait pas de remarque à y apporter.

#### **V – SUITES ADMINISTRATIVES**

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'imposer à la société GDF-SUEZ Thermique France – Centrale DK6 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint au présent rapport.

L'Inspecteur de l'Environnement,

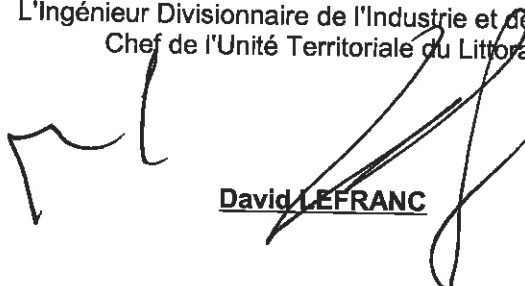


Julien DEVROUTE

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais - A l'attention de M. le Chef du Service Risques.

Gravelines, le ... **07 AOUT 2013**

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,  
Chef de l'Unité Territoriale du Littoral,



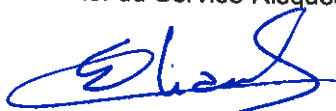
David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas-de-Calais – Préfet du Département du Nord – Direction des Politiques Publiques – Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Pour passage en CODERST

Lille, le ... **14 AOUT 2013**

P/ Le Directeur et par délégation,  
L'Ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques,



Alexandre DOZIERES

laurent CHAUVEL p.i.

2013 10 10 10 10

# ANNEXE 1

atif Rejet GDF SUEZ

Code Sandre paramètre	Nom du paramètre	Novembre 2011		Décembre 2011		Janvier 2012		Février 2012		Mars 2012		Avril 2012	
		Conc (µg/L)	Flux (g/J)	Conc (µg/L)	Flux (g/J)	Conc (µg/L)	Flux (g/J)	Conc (µg/L)	Flux (g/J)	Conc (µg/L)	Flux (g/J)	Conc (µg/L)	Flux (g/J)
1421	Débit (m3/J)		566		640		613		318		628		305
1920	p-(n-octyl) phénol	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
1957	NONYLPHENOLS	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
1958	4-nonylphenols ramifiés	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
1959	4-tert-Octylphenol	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
2904	Octylphenol	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
5474	4-n-nonylphénol	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02	< 0,10	< 0,03	< 0,10	< 0,02
1292	Xylène-ortho	< 1	< 0,28	< 1	< 0,32	< 1	< 0,31	< 1	< 0,16	< 1	< 0,31	< 1	< 0,15
2925	Xylène méta + para	< 1	< 0,28	< 1	< 0,32	< 1	< 0,31	< 1	< 0,16	< 1	< 0,31	< 1	< 0,15
1272	Tétrachloréthène	< 0,50	< 0,14	< 0,50	< 0,16	< 0,50	< 0,15	< 0,50	< 0,08	< 0,50	< 0,16	< 0,50	< 0,08
1286	Trichloroéthylène	< 0,01	< 0,00	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,03	< 0,01	< 0,03	< 0,01	< 0,03	< 0,01	< 0,03
1191	Fluoranthène	< 5	< 1,41	< 5	< 1,60	< 5	< 1,53	< 5	< 0,80	< 5	< 0,80	< 5	< 0,76
1369	Arsenic	< 5	< 1,41	< 5	< 1,60	< 5	< 1,53	< 5	< 0,80	< 5	< 0,80	< 5	< 0,76
1382	Plomb	< 5	< 1,41	< 5	< 1,60	< 5	< 1,53	< 5	< 0,80	< 5	< 0,80	< 5	< 0,76
1383	Zinc	< 19	< 10,74	< 24	< 15,36	< 29	< 17,78	< 26	< 8,27	< 15	< 9,42	< 15	< 4,58
1386	Nickel	< 10	< 2,83	< 10	< 3,20	< 10	< 3,07	< 10	< 1,59	< 10	< 3,14	< 10	< 1,53
1387	Mercurie	< 0,50	< 0,14	< 0,50	< 0,16	< 0,50	< 0,15	< 0,50	< 0,08	< 0,50	< 0,16	< 0,50	< 0,08
1389	Chrome	< 5	< 1,41	< 5	< 1,60	< 5	< 1,53	< 5	< 0,80	< 5	< 0,80	< 5	< 0,76
1392	Cuivre	< 9	< 5,09	< 10,88	< 10,88	< 11,65	< 11,65	< 6	< 1,91	< 11	< 6,91	< 5	< 1,53
1305	Matières en suspension	7,20	4068	6,20	3968	4,40	2697,20	17	5406	44	27632	6,40	1952
1314	Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.)	162	91530	440	281600	362	221906	725	230550	168	105504	339	103395

atif Rejet GDF SUEZ

Code Sandre paramètre	Nom du paramètre	Conc Min (µg/L)	Conc Max (µg/L)	Conc moy calculée (µg/L)	LQ (µg/L)	Conc moy prise en compte (µg/L)	10*NQE (µg/L)	NQE (µg/L) eaux cotières	Flux min(g/J)	Flux max(g/J)	Flux moyen calculé (g/J)	Flux moyen pris en compte	Flux journalier d'émission (g/J)	Somme des débits
1421	Débit (m³/J)													3069
1920	p-(n-octyl) phénol	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	0,1	0,01	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
1957	NONYLPHENOLS	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	3	0,3	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
1958	4-nonylphenols ramifiés	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	3	0,3	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
1959	4-tert-Octylphenol	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	0,1	0,01	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
2904	Octylphenol	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	0,1	0,01	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
5474	4-n-nonylphénol	< 0,10	< 0,10	0,05	0,10	<0,01	3	0,3	< 0,02	< 0,03	0,03	nul	2	
1292	Xylène-ortho	< 1	< 1,00	0,5	1	<1	100	10	< 0,15	< 0,32	0,26	nul	300	
2925	Xylène méta + para	< 1	< 1,00	0,5	1	<1	100	10	< 0,15	< 0,32	0,26	nul	300	
1272	Tétrachloréthène	< 0,50	< 0,50	0,25	0,5	<0,5	100	10	< 0,08	< 0,16	0,13	nul	2	
1286	Trichloroéthylène	< 0,50	< 0,50	0,25	0,5	<0,5	100	10	< 0,08	< 0,16	0,13	nul	2	
1191	Fluoranthène	< 0,01	< 0,01	0,005	0,010	<0,01	1	0,1	< 0,00	< 0,01	0,003	nul	4	
1369	Arsenic	< 5	9	3,83	5	<5	42	4,2	< 0,76	< 5,65	1,96	nul	10	
1382	Plomb	< 5	5	2,5	5	<5	72	7,2	< 0,76	< 1,60	1,28	nul	20	
1383	Zinc	15	29	21,55	10	21,55	31	3,1	4,58	17,78	11,02	11,0	200	
1386	Nickel	< 10	< 10	5	10	<10	200	20	< 1,53	< 3,20	2,56	nul	20	
1387	Mercurie	< 0,50	< 0,50	0,25	0,5	<0,5	0,5	0,05	< 0,08	< 0,16	0,13	nul	2	
1389	Chrome	< 5,00	< 5	2,5	5	<5	24	3,4	< 0,76	< 1,60	1,28	nul	200	
1392	Cuivre	5,00	19	12,37	5	12,37	14	1,4	1,53	11,85	6,33	6,3	200	
1305	Matières en suspension	4,40	44	14,90	2,0	14,90			1952	27632	7620,53	7620,5		
1314	Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.)	162	725	337,08	30	337,08			91530	281600	172414,17	172414,17		



**Arrêté préfectoral complémentaire :**  
**DK6 à Dunkerque**  
**Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique**  
 Seconde phase : surveillance pérenne

**Vu** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

**VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

**VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 accordant à la société DK6 – Siège social : 361 avenue du Président Wilson 93210 SAINT DENIS LA PLAINE, l'autorisation d'exploiter une centrale de production d'électricité à Dunkerque – Port 2871 – 2871 route du Fossé Défensif ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 août 2011 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;

**VU** le courrier de l'inspection du 22 mai 2013 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

**VU** le courrier de l'industriel du 13 juin 2013 en réponse ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXXX ;

**VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

**VU** le rapport établi par le groupe CARSO du 17 août 2012 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société GDF SUEZ THERMIQUE FRANCE dont le siège social est situé 361 avenue du Président Wilson à SAINT DENIS LA PLAINE doit respecter, pour sa centrale de production d'électricité DK6 situées sur le territoire de la commune de DUNKERQUE, au 2871 route du Fossé Défensif, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 26 décembre 2012 sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 (téléchargeable sur le site [www.rsde.ineris.fr](http://www.rsde.ineris.fr)).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :

- a/ Numéro d'accréditation

- b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire ;

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses

pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 à son article 9.2.3 sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- ☐ la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- ☐ les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

### **Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne**

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 1)
Sortie de bassin de neutralisation	Cuivre et ses composés	1 mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	Zinc et ses composés			10

### **Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets**

#### **4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisies sur le site de télédéclaration GIDAF du Ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées par voie électronique.

#### **4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes**

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

### **Article 5 :**


Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.


**ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)**


<b>Substance</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Catégorie de Substance :</b> <i>1 = dangereuses prioritaires,  2 = prioritaires,  3 = pertinentes liste 1,  4 = pertinentes liste 2</i>  <i>(cf :article 4.2. de l'AP)</i>	<b>Limite de quantification à atteindre par les laboratoires LQ en µg/l</b>  <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
Nonylphénols	6598	1	0,1
NP1OE	demande en cours	1	0,1*
NP2OE	demande en cours	1	0,1*
Octylphénols	6600	2	0,1
OP1OE	demande en cours	2	0,1*
OP2OE	demande en cours	2	0,1*
2 chloroaniline	1593	4	0,1
3 chloroaniline	1592	4	0,1
4 chloroaniline	1591	4	0,1
4-chloro-2 nitroaniline	1594	4	0,1
3,4 dichloroaniline	1586	4	0,1
<i>Chloroalcane C<sub>12</sub>-C<sub>17</sub></i>	<i>1955</i>	<i>1</i>	<i>10</i>
Biphényle	1584	4	0,05
Epichlorhydrine	1494	4	0,5
Tributylphosphate	1847	4	0,1
Acide chloroacétique	1465	4	25
Tétabromodiphényléther (BDE 47)	2919	2	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.
Pentabromodiphényléther (BDE 99)	2916	1	
Pentabromodiphényléther (BDE 100)	2915	1	
Hexabromodiphényléther BDE 154	2911	2	
Hexabromodiphényléther BDE 153	2912	2	
Heptabromodiphényléther BDE 183	2910	2	
Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815	2	
Benzène	1114	2	1
Ethylbenzène	1497	4	1
Isopropylbenzène	1633	4	1
Toluène	1278	4	1
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	4	2
Hexachlorobenzène	1199	1	0,01
Pentachlorobenzène	1888	1	0,02
1,2,3 trichlorobenzène	1630	2	1
1,2,4 trichlorobenzène	1283	2	1
1,3,5 trichlorobenzène	1629	2	1


Chlorobenzène	1467	4	1
1,2 dichlorobenzène	1165	4	1
1,3 dichlorobenzène	1164	4	1
1,4 dichlorobenzène	1166	4	1
1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631	4	0,05
1-chloro-2-nitrobenzène	1469	4	0,1
1-chloro-3-nitrobenzène	1468	4	0,1
1-chloro-4-nitrobenzène	1470	4	0,1
Pentachlorophénol	1235	2	0,1
4-chloro-3-méthylphénol	1636	4	0,1
2 chlorophénol	1471	4	0,1
3 chlorophénol	1651	4	0,1
4 chlorophénol	1650	4	0,1
2,4 dichlorophénol	1486	4	0,1
2,4,5 trichlorophénol	1548	4	0,1
2,4,6 trichlorophénol	1549	4	0,1
Hexachloropentadiène	2612	4	0,1
1,2 dichloroéthane	1161	2	2
Chlorure de méthylène (dichlorométhane)	1168	2	5
Hexachlorobutadiène	1652	1	0,5
Chloroforme	1135	2	1
Tétrachlorure de carbone	1276	3	0,5
Chloroprène	2611	4	1
3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065	4	1
1,1 dichloroéthane	1160	4	5
1,1 dichloroéthylène	1162	4	2,5
1,2 dichloroéthylène	1163	4	5
Hexachloroéthane	1656	4	1
1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271	4	1
Tétrachloroéthylène	1272	3	0,5
1,1,1 trichloroéthane	1284	4	0,5
1,1,2 trichloroéthane	1285	4	1
Trichloroéthylène	1286	3	0,5
Chlorure de vinyle	1753	4	5
Anthracène	1458	1	0,01
Fluoranthène	1191	2	0,01
Naphtalène	1517	2	0,05
Acénaphène	1453	4	0,01
Benzo (a) Pyrène	1115	1	0,01
Benzo (k) Fluoranthène	1117	1	0,01
Benzo (b) Fluoranthène	1116	1	0,01
Benzo (g,h,i) Pérylène	1118	1	0,01
Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204	1	0,01
Cadmium et ses composés <sup>1</sup>	1388	1	2
Plomb et ses composés	1382	2	5
Mercurure et ses composés	1387	1	0,5

Nickel et ses composés	1386	2	10
Arsenic et ses composés	1369	4	5
Zinc et ses composés	1383	4	10
Cuivre et ses composés	1392	4	5
Chrome et ses composés	1389	4	5
Tributylétain cation	2879	1	0,02
Dibutylétain cation	1771	4	0,02
Monobutylétain cation	2542	4	0,02
Triphénylétain cation	<i>demande en cours</i>	4	0,02
PCB 28	1239	4	0,01
PCB 52	1241	4	0,01
PCB 101	1242	4	0,01
PCB 118	1243	4	0,01
PCB 138	1244	4	0,01
PCB 153	1245	4	0,01
PCB 180	1246	4	0,01
Trifluraline	1289	2	0,05
Alachlore	1101	2	0,02
Atrazine	1107	2	0,03
Chlorfenvinphos	1464	2	0,05
Chlorpyrifos	1083	2	0,05
Diuron	1177	2	0,05
Alpha Endosulfan	1178	1	0,02
Bêta Endosulfan	1179	1	0,02
Alpha Hexachlorocyclohexane	1200	1	0,02
gamma isomère Lindane	1203	1	0,02
Isoproturon	1208	2	0,05
Simazine	1263	2	0,03
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique	1314	Paramètres de suivi	30000
Total	1841		300
Matières en Suspension	1305		2000

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

 Autres paramètres

## ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>2</sup>

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

<sup>2</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

